Chère Présidente de la République, cher Doyen du corps diplomatique, vos Excellences, chers invités.

Au cours de l'année écoulée, des changements politiques majeurs ont eu lieu en Slovénie. Ceux-ci ont permis à la Slovénie de faire son retour sur la liste des pays dans lesquels non seulement la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme sont défendus, mais les efforts menés relèvent d'un respect mutuel et sincère, ainsi que d'une ouverture au dialogue. Le respect et la dignité envers tous les interlocuteurs sont maintenus. Cela peut sembler être un sujet moins important jusqu'à ce que vous en fassiez personnellement l'expérience, qui plus est dans votre pays. Ce n’est qu’alors que l’on réalise réellement l'importance du respect mutuel. Et ce sera notre guide fondamental dans la mise en place d'une stratégie de politique étrangère: nous souhaitons transférer la prise de conscience de notre propre expérience sur la scène politique internationale.

Cette année, dans le domaine de la politique étrangère, notre principale ambition est de voir accepter notre candidature auprès du Conseil de sécurité des Nations unies. Notre souhait de devenir membre n’est pas une question de prestige, bien au contraire. Notre démarche s’explique par le fait que deux sujets importants figurent dans notre agenda, que nous souhaitons présenter au niveau mondial, en tant que pays ouvert et démocratique, même si nous sommes un petit pays. Il s’agit de la sécurité et de la solidarité. Par sécurité, je n'entends pas seulement la sécurité militaire et politique, mais aussi la sécurité alimentaire et énergétique. Ces défis ne peuvent être résolus que par une action collective. Au vu de la situation actuelle, aucun pays, qu'il soit petit ou grand, ne peut fonctionner de manière indépendante. Et venant d'un petit pays, nous en sommes probablement encore plus conscients. D'où l'argument de la sécurité, vers lequel nous tendons sans intérêts particuliers qui seraient au détriment des autres. Nos intérêts seront toujours au profit de la communauté. C'est l'une de nos principales lignes directrices, mais ce n’est pas la seule.

La solidarité constitue une autre ligne directrice. Le changement climatique est le principal défi de l'humanité, je souligne bien ici de l'humanité et non des pays individuels. C'est un défi qui ne peut être relevé efficacement que si nous, la partie développée du monde, sommes solidaires du reste du monde. S'il est un domaine dans lequel nous ne devons pas rivaliser aujourd'hui, c'est bien celui du changement climatique. Si nous rivalisons pour voir qui aura le plus grand avantage stratégique, nous ne pourrons y faire face en tant qu'humanité. La solidarité avec les pays les moins avancés est un principe fondamental, puisqu’ils ont dans le passé contribué dans une moindre mesure au changement climatique, ce qui est toujours le cas aujourd'hui. Nous défendrons ce principe dans la mise en place de toutes les politiques au niveau mondial. C'est pourquoi je suis convaincu que la Slovénie, en tant que petit pays démocratique et conscient du monde, est un excellent candidat pour devenir membre du Conseil de sécurité des Nations unies. Notre manière d’envisager la question peut nettement contribuer au débat.

La Slovénie est également pleinement consciente de son rôle au sein de l'Union européenne et des avantages dont elle bénéficie quotidiennement en tant que membre à part entière. Nous concentrerons donc toutes nos forces sur le renforcement de l'unité au sein de l'Union.

Pas à la recherche d'intérêts unilatéraux, comme cela peut sembler être le cas dans d’autres pays européens, mais exclusivement à la recherche de solutions qui renforcent l'unité de l'UE. C’est ce que j'appelle le noyeau dur de l'Europe, constitué des États membres qui mettent constamment en œuvre des mesures pour accroître l'unité.

Nous avons exactement la même vision de notre appartenance à l'OTAN. L'agression russe de l'année dernière contre l'Ukraine a démontré la nécessité d'une sécurité collective. Malheureusement, la sécurité individuelle ne fonctionne pas. Bien que la Slovénie soit un petit pays, en tant que membre à part entière de l'alliance, elle respectera ses obligations, cela ne fait aucun doute.

Comme déjà mentionné, la Slovénie est consciente des avantages de l'adhésion à l'Union européenne et de sa situation à proximité des Balkans occidentaux, qui est traditionnellement une région moins stable. Forts de cette prise de conscience, nous avons inscrit à notre agenda politique la stabilisation de la situation dans les Balkans occidentaux par le rapprochement avec l'Union européenne. Le processus de rapprochement de l'UE est actuellement le seul processus à long terme capable de stabiliser les Balkans occidentaux. Il n'y a pas d'autre alternative.

La Slovénie et certains de nos pays voisins constituent la meilleure preuve que les problèmes entre voisins sont moindres en cas d'appartenance à part entière à une communauté plus large. A travers nos activités dans les Balkans occidentaux, nous voulons étendre ce concept aux autres pays. L'année dernière, l'Albanie et la Macédoine du Nord se sont rapprochées avec succès de l'Union européenne, et cette année, nous souhaitons que la Bosnie-Herzégovine en particulier fasse de grands pas en avant. La Slovénie est prête à y contribuer activement, aussi bien par le biais de la conférence de mise en œuvre, qu'avec le soutien technique et politique sincère de la Bosnie-Herzégovine dans tous ses efforts en vue de son adhésion à l'UE.

Permettez-moi de conclure mon allocution en pensant que c'est parfois un privilège d'être un petit pays. Lorsque vous prenez toute la mesure de ces avantages, vous pouvez être un pont reliant avec succès les grands pays qui ont des intérêts croisés. Je crois qu'aujourd'hui la Slovénie n'a d'intérêts croisés avec personne et j'espère que nous saurons en tirer le meilleur parti.

Merci beaucoup.